

L'Union Européenne construction réactionnaire par et pour le Capital

États nationaux et Union Européenne

Au stade actuel, l'Union Européenne constitue un cartel des États impérialistes d'Europe avec l'Allemagne comme première puissance et « modèle » économique et sous la direction politique d'un véritable condominium germano-français.

Nous parlons de cartel, car chaque État capitaliste sert avant tout les intérêts de ses monopoles nationaux (y compris dans la fusion ou l'association avec des groupes étrangers), la base économique nationale continue d'opérer dans l'interdépendance avec les autres États européens mais aussi des États-Unis, de la Chine ...

Le cartel est nécessaire pour créer un marché continental et transcontinental dans la concurrence entre monopoles nationaux, pour structurer une nouvelle division internationale du travail.

Les courants réformistes et opportunistes (Parti de la Gauche Européenne, PCF, Parti de Gauche, Syriza) éludent la question décisive de la nature de classe de l'UE ; ils évoquent certes la « domination de la finance », mais prônent des transformations sociales en restant dans le cadre de l'UE impérialiste ; ils n'évoquent jamais ce fait incontournable pour la pratique de classe : l'UE a été construite par et pour les monopoles ! C'est une Europe du Capital. Les courants fascistes, nationalistes, populistes, dénoncent la « domination de Bruxelles ». Tenants du capitalisme, ils éludent le fait que la Commission européenne est l'émanation des intérêts des grands groupes et de leurs lobbys, le premier commis des intérêts capitalistes.

L'UE est traversée par les contradictions inter impérialis-

tes sur la base des contradictions entre États nationaux qui freinent son passage à une véritable fédéralisation, en raison aussi de l'opposition croissante des travailleurs à ce type de construction européenne capitaliste.

L'UE est donc un mixte de contradictions et d'ententes des divers États capitalistes autour de l'application d'une stratégie générale des monopoles, relayée par les instances européennes et les gouvernements nationaux, d'autant que cette politique revêt un caractère obligatoire, fixé par les traités européens successifs (Cf. le Traité de Nice, nouvelle mouture du TCE, « *Traité constitutionnel européen* » rejeté par référendum en France et aux Pays-Bas).

Cette stratégie, véritable pro-

Penser utiliser les institutions de l'UE pour la transformer, la rénover, c'est ignorer son caractère de classe et la puissance coordonnée qu'elle donne aux monopoles !

gramme commun des bourgeoisies d'Europe contre la classe ouvrière et les autres forces du travail, présente les grandes lignes suivantes :

- régulation monopoliste d'État par le transfert de l'argent public dans les poches du Capital (Cf. le Pacte Hollande-MEDEF)

- politique visant à faire payer la crise du capitalisme par ses victimes (prenons les banques européennes qui ont reçu 670 milliards d'aides pour les renflouer depuis 2008 !)

- privatisations des services publics

- allongement du temps de travail et de la durée de carrière.

- austérité, précarité, baisse continue et systématique du pouvoir d'achat des travailleurs et même des couches moyennes.

- Exploitation accrue de la classe ouvrière.

Le salaire est décrit partout comme un « coût » qu'il faut sans cesse réduire pour une « meilleure compétitivité » des groupes capitalistes. En Allemagne, ce furent les lois Hartz, en France les exonérations d'impôts du Capital sous Sarkozy et le « pacte de responsabilité » sous l'actuel gouvernement social-démocrate.

Toutes ces mesures et aides publiques au Capital ont aggravé la dette de chaque État. En France, les intérêts payés pour rembourser la dette constituent le premier poste budgétaire de l'État.

Cette stratégie commune, ce programme commun des classes capitalistes de chaque État de l'UE est appliquée en alternance ou en coalition par les réactionnaires libéraux et la social-démocratie, les principaux partis relais et défenseurs des intérêts capitalistes.

Prôner l'alliance, même « critique », avec la social-démocratie comme le fait le Parti de la Gauche Européenne se traduit par un accompagnement de la politique des grands groupes capitalistes en Europe et en France !

Penser utiliser les institutions de l'UE pour la transformer, la rénover, c'est ignorer son caractère de classe et la puissance coordonnée qu'elle donne aux monopoles !

Pour satisfaire nos besoins et revendications, il faut combattre frontalement l'UE jusqu'à la rupture !

L'urcf.

Le bilan catastrophique de l'Union Européenne

La domination des monopoles sur l'UE, véritable dictature de classe, s'effectue principalement autour de l'ERT (Table Ronde européenne des Industriels), et de *Business Europe*. Cette association patronale, qui défend les intérêts des entreprises privées, exerce des actions de lobbying (groupes de pression) auprès des institutions européennes et se fait le champion des politiques d'austérité. *Business Europe* est l'un des trois « partenaires sociaux » reconnus par l'UE, avec le Centre européen des entreprises qui représente le patronat public ou parapublic et la Confédération européenne des syndicats (CES), dominée par les syndicats de collaboration de classe, censée représenter les salariés.

Ces diverses instances monopolistes sont à l'origine des divers traités européens et de la stratégie économique : critères de convergence (déficit fixé à 3 % du PIB, ce qui alimente l'austérité continue pour les salariés), dette des États qui ne doit pas dépasser 60% du PIB. En France, elle atteint, fin 2013, 93,5 % du PIB.

Les objectifs fixés sont loin d'être atteints, mais la « gouvernance économi-

que » mise en place par les monopoles sert d'alibi et de cadre aux politiques d'austérité renforcées et d'axe général de destruction des conquêtes sociales du 20^{ème} siècle obtenues par les luttes de classe.

La part des revenus du travail dans la richesse nationale ne cesse de diminuer. Sous l'égide des monopoles, l'UE viole les droits démocratiques élémentaires comme celui d'opter pour sa propre voie de développement. Ainsi tous les échecs de l'UE lors de référendum se sont traduits par de véritables putschs institutionnels (en France avec le vote des députés et sénateurs UMP, UDI, PS) qui faisaient ainsi passer aux forcés des traités rejetés majoritairement par les électeurs.

Le sommet de Lisbonne ratifié par Chirac et Jospin pour créer une « économie compétitive » par rapport aux autres centres impérialistes, à un moment où les gouvernements sociaux-démocrates étaient les plus nombreux dans l'UE, a été la traduction fidèle des directives des monopoles. La création d'une monnaie unique, l'Euro, puis son sauvetage lors de la crise initiée en 2008 a été le prétexte pour justifier et accompagner partout le démantèlement social.

Suite p. 2

Non à l'Europe du Capital

L'UE UN BILAN CATASTROPHIQUE Suite

Les multinationales ont exigé de l'UE une subordination plus forte de la politique économique des États nationaux aux instances européennes. Les budgets nationaux doivent recevoir l'approbation de la Commission européenne. Depuis 2012, le concept de « 6. Pack » divise l'année. Au premier semestre, les gouvernements nationaux et la Commission de Bruxelles discutent des « réformes structurelles », des « mesures prises pour la croissance », de la fiscalité et de la discipline budgétaire. Au second semestre, la Commission assure la transposition des directives obligatoires pour chaque État.

Devant le mécontentement et les résistances des travailleurs (notamment en Grèce, Portugal, Espagne, Italie, mais insuffisantes en France), les monopoles et l'UE ont opté pour des mesures renforcées de coercition.

Le Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance dans l'UE (le TSCG), adopté dans les parlements nationaux par les libéraux et la social-démocratie, durcit encore les mesures anti-ouvrières et antipopulaires, en judiciarisant l'espace économique.

La « règle d'or budgétaire », c'est-à-dire la nouvelle injonction à ne pas dépasser un déficit annuel de 0,5 % du PIB comme indiqué par sa dénomination devient la norme imposée par le Capital financier et l'UE.

Autre exigence vis-à-vis des États récalcitrants quand la dette dépasse 60 % du PIB, ces derniers devront réduire d'1/20^{ème} leur dette, chaque année. Des sanctions financières sont prévues à partir de 2014 : à hauteur de 0,2 % du PIB, soit pour la France, un montant de 9 milliards d'euros.

La Cour européenne de justice devient dans ce cadre une instance non élue contrôlant l'économie de tous les pays de l'UE. Tout cela obéit à la « stratégie 2020 » adoptée par tous les États de l'UE avec les impératifs suivants partout :

- travailler plus longtemps
- reculer l'âge de la retraite
- Développer la flexibilité
- multiplier les temps partiels et l'intérim
- Supprimer les statuts
- diminuer les cotisations sociales du Capital
- « alléger » le Code du Travail notamment pour favoriser juridiquement les licenciements
- diminuer les allocations chômage

Loin des promesses des politiciens défenseurs de l'UE sur « L'ère de prospérité » qu'amènerait la construction européenne (Jacques Delors - 1993), l'UE et les gouvernements nationaux bourgeois organisent et réalisent une véritable **régression de civilisation**, puisque la majorité des travailleurs et des jeunes vivent plus mal que leurs aînés !

Capitalisme et UE : une régression de civilisation

La crise du système capitaliste se déchaîne dans toute l'UE, où elle se manifeste avec le plus de force. Le chômage y est le plus accentué depuis 1945. Selon les chiffres officiels, ce fléau du capitalisme frappe l'Espagne et la Grèce à hauteur de 27 %, la France de plus de 10 %, mais à hauteur de 16 % si l'on inclut les 2 millions de sans emploi non indemnisés.

La précarité concerne 22 % des emplois dans toute l'UE et parmi ces précaires, 77,4 % sont des femmes, 70 % des jeunes.

En France, concernant les moins de 30 ans, 2/3 des emplois créés sont précaires. La pauvreté s'étend partout dans l'UE et touche 24 % de la population soit 123 millions d'habitants : Bulgarie (49,3 %), Roumanie (41 %), Grèce (34 %), Pays Baltes (24 %), France (14 %) soit 8,7 millions de personnes.

On est pauvre dans l'UE quand on a moins de 5 euros pour vivre par jour. Les paysages des années 30 nous redeviennent familiers avec les bidonvilles, les campements de Roms situés aux périphéries des métropoles ; le nombre d'enfants non scolarisés croît. Dans toute l'UE, 1/3 des citoyens n'ont plus accès aux soins,

faute d'argent.

Pour souligner la polarisation croissante entre une poignée de riches et la masse des travailleurs, soulignons qu'en 2008, les banques européennes ont perdu 8 000 milliards d'actifs, bien vite renfloués et développés grâce aux aides au Capital pris sur les revenus du travail et par la surexploitation. La défense des intérêts des travailleurs et des familles modestes est présentée par tous les médias et journalistes stipendiés du Capital comme une marque de « conservatisme », voire de « ringardise ». Serait « moderne » la collaboration de classe prônée par la CES, dont la CFDT, principal appui du pacte scélérate Hollande/MEDEF, serait le meilleur fleuron. « Moderne », le « syndicalisme rassemblé » prôné par la direction CGT, c'est-à-dire la recherche d'alliances avec les jaunes de la CFDT.

Le secrétaire général de la CGT, Thierry Le Paon, d'un côté dénonce les « cadeaux faits au patronat » par Hollande-Valls, et de l'autre précise sa pensée empreinte de soumission à l'idéologie dominante « *Nouvel Economiste - 21/4/2014* ». « *Il n'existe à la CGT aucune opposition de principe face au patronat. L'entreprise est une communauté composée de dirigeants et de salariés. Là encore je regrette que les actionnaires fassent figures d'éternels*

absents et ces deux populations doivent pouvoir réfléchir et agir ensemble dans l'intérêt de leur communauté ».

Tous les champions de la collaboration de classe ne renieraient pas de tels propos ; l'entreprise n'est pas une communauté, mais le lieu de l'exploitation du prolétariat où les richesses produites sont la possession de la classe capitaliste.

Pour vivre mieux, défendre le prix de sa force de travail, a fortiori pour assurer l'objectif historique de renverser le capitalisme, la classe ouvrière et les autres travailleurs doivent renforcer leur conscience révolutionnaire et leurs luttes de classe.

Confronté à de telles directions et stratégies syndicales, on comprend alors pourquoi le social-démocrate Lamy préconise un SMIC jeunes, des « poor jobs », petits boulots sous-payés, ou la surenchère réactionnaire de l'UMP préconisant 100 milliards d'exonérations patronales au lieu des 50 milliards de Hollande-Valls.

L'esclavage salarié et la surexploitation, tel est le credo du capitalisme, de l'UE et de tous les politiciens bourgeois à leur service !

ELECTIONS EUROPÉENNES : PAS UNE VOIX POUR L'UE ! PAS UNE VOIX POUR SES CANDIDATS ! ABSTENTION POPULAIRE ACTIVE !

La présence de députés communistes dans ce parlement, portant les revendications des travailleurs et des peuples, luttant contre les mesures réactionnaires et les guerres, dénonçant le caractère antidémocratique de l'U.E., révélant, grâce à leur accès aux documents et à leurs participations à telle ou telle commission, les dessous de la politique et les mécanismes réels de la dictature du Capital au niveau du continent, constituerait un appui à la lutte nécessaire pour la sortie de l'U.E. par la révolution socialiste dans les pays membres. C'est ce travail que font les camarades élus du Parti Communiste de Grèce qui participent à cette élection. En France et dans bien d'autres pays de l'U.E., les Communistes n'ont pas encore les moyens financiers nécessaires pour y participer. Derrière les discours sur la démocratie et le pluralisme, la censure par l'argent, ajoutée à celle des médias aux mains des monopoles, l'orientation de l'opinion par les sondages, la répression anticomuniste dans plusieurs pays de l'U.E., la dictature de la classe bourgeoise cherche à imposer le silence à toute voix révolutionnaire.

Parmi les autres partis et candidats règne un consensus pour ne pas remettre en cause l'U.E. et plus généralement le système capitaliste.

C'est pourquoi l'URCF appelle à boycotter en France, cette élection par l'abstention active, pas une voix pour l'UE !

L'URCF popularise l'appel de *l'Initiative des P.C. et ouvriers d'Europe* pour une Europe de la prospérité des peuples, de la paix, de la justice sociale et des droits démocratiques, du socialisme.

Celle-ci verra le jour quand les travailleurs d'Europe renverseront leurs bourgeoisies, au terme de luttes de classe pour leurs revendications, contre les fondements de la domination du Capital : la propriété privée, l'exploitation, l'État.

Pas de lutte contre l'UE sans lutte contre le capitalisme !

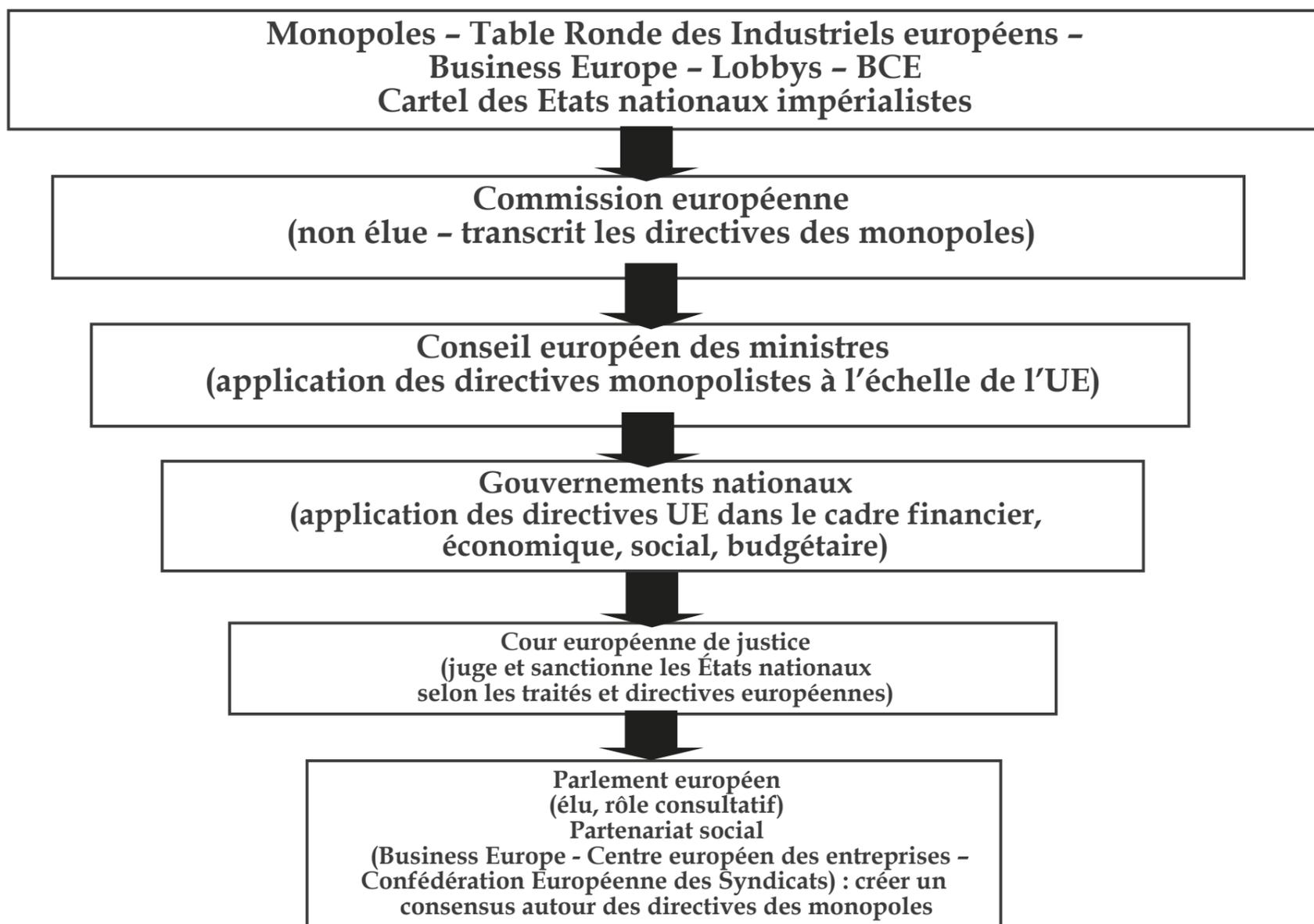
Non à l'Europe du Capital

Pas de lutte contre l'UE sans lutte contre le capitalisme !

Développer l'analyse de classe de l'UE part de la compréhension de ce fait incontestable : c'est la classe capitaliste de chaque pays (coordonnée aux autres dans l'UE) qui est responsable et à l'origine de cette régression sociale, à coup de désindustrialisation, de restriction des libertés démocratiques, de contre-réformes réactionnaires. Cette compréhension différencie les marxistes-léninistes de l'URCF des divers courants nationalistes (FN, Dupont-

Aignan) ou conciliateurs avec le nationalisme (les communistes qui prônent une alliance ou des convergences avec des groupes bourgeois). Pour ces derniers, c'est la « dictature de Bruxelles », le supranationalisme qui sont à l'origine des maux dont souffre la majorité de la population. C'est en rester à la surface des phénomènes. C'est la classe capitaliste et son système d'exploitation qui, au moyen de cette entente des exploités constituée par l'UE impérialiste, nous entraîne dans les abîmes de la régression de civilisation.

Examinons la pyramide du pouvoir dans l'UE.



A cet égard, nous voyons que la lutte contre l'UE, a fortiori pour poser les enjeux d'un retrait national et international de l'UE, est indissociable de la lutte contre le capitalisme, pour renverser ce mode de production par la révolution socialiste conduite par le prolétariat. Penser le retrait de l'UE en restant dans le cadre capitaliste national est soit réactionnaire (le capitalisme s'est transformé et ne reviendra pas en arrière) soit utopique (alimenter les illusions sur le capitalisme français et son « modèle social » qui a été imposé par les grèves puissantes, les résistances antifascistes et l'existence d'un camp socialiste avec l'URSS à sa tête).

Ces conditions n'existent plus et la bourgeoisie reprend ce qu'elle a du concéder avec un tout autre rapport de forces. Le système mondial

impérialiste a connu nombre de mutations. Capitalisme de monopoles, les 20 Etats impérialistes les plus puissants (avec beaucoup d'inégalités entre eux) recensent 90 % des richesses mondiales.

A sa tête se trouvent les Etats-Unis, le Japon, certains Etats de l'UE comme l'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie mais aussi les Etats impérialistes émergents comme la Chine, la Russie.

Ce que l'on appelle les pays émergents résulte de l'inégalité de développement entre pays capitalistes. Certains pays se renforcent du déclin des autres. L'interdépendance entre tous les Etats capitalistes s'affirme comme une puissante loi économique dans un marché globalisé sur fond de nouvelle division internationale du travail.

Les courants nationalistes éludent totalement la structure du capitalisme contemporain en prônant un re-

tour au capitalisme national alors que chaque Etat est interdépendant des autres. Est-ce à dire qu'il faut s'incliner devant les reculs et pertes de souveraineté nationale ? Non. Mais il faut reconnaître que la bourgeoisie monopoliste considère le marché national comme trop étroit pour réaliser le profit maximal et, qu'à cet égard, elle est intéressée à développer ses monopoles dans le cadre concurrentiel de l'UE, à s'emparer de pans économiques des Etats dominés. La bourgeoisie monopoliste ne veut plus de souveraineté nationale et d'indépendance des Etats bourgeois, car cela affaiblit sa recherche de profits au niveau continental et mondial. Toutes les bourgeoisies monopolistes de l'UE sont intéressées à la construction d'une UE impérialiste, les courants nationalistes et populistes « anti-UE » type UKIP (Grande-Bretagne), Alternative pour l'Allemagne, FN visent principale-

ment à détourner l'attention des échecs de l'UE au moyen du poison du chauvinisme et du recours à la désignation de l'immigration comme source de tous les maux !

La classe ouvrière est porteuse d'un autre mode de production : le socialisme-communisme qui, en rassemblant les couches populaires dans un bloc historique de rupture révolutionnaire avec le mode de production capitaliste, assurera cette indépendance en forgeant une nation socialiste de type nouveau, en coopération internationaliste avec tous les peuples ayant rompu avec le capitalisme. L'UE est une tentative désespérée de freiner la marche de l'histoire et le déclin des Etats européens capitalistes.

Pas de lutte contre l'UE
sans lutte contre
le capitalisme !
Suite

En 2040, les pays capitalistes du
G 8 seront les suivants :

Chine
États-Unis
Inde
Japon
Brésil
Russie
Mexique
Indonésie

On voit qu'aucun État d'Europe ne figure dans ce tableau, alors que l'UE fédérale se hisserait dans les trois premières puissances par son potentiel économique. Lénine dénonçait « Les États-Unis d'Europe » soit comme réactionnaires soit impossibles.

« Réactionnaires », nous l'avons montré avec la liquidation de toutes les conquêtes sociales des siècles précédents. « Impossibles » car la tentation et même l'aspiration au fédéralisme de beaucoup de partis bourgeois conservateurs et sociaux-démocrates se heurtent à l'existence des États nationaux à la souveraineté limitée mais qui agissent pour développer leurs propres entreprises et monopoles dans le cadre de l'interdépendance et de la concentration du Capital.

Le rêve fédéraliste s'accompagne néanmoins de mesures bien réelles : aujourd'hui avec en France la disparition programmée des départements, l'intercommunalité, la fusion de régions pour former des euro-métropoles ou les propositions des fédéralistes sur l'élection d'un président européen au suffrage universel, ou le transfert de 10 % du PIB au budget de l'UE.

Mais il y a loin de la coupe aux lèvres. Le fédéralisme s'est traduit par une guerre civile entre le nord et le sud aux États-Unis ; en Europe, l'instauration du fédéralisme signifierait la domination d'un État sur tous les autres, la formation accrue de « supermonopoles » absorbant leurs concurrents, une nouvelle répartition des zones de production, la désertification de régions entières, des transferts de population là où se trouvent les emplois. Il est probable que les résistances populaires briseront ce rêve du Capital.

Si l'impérialisme allemand motivé par son « anchluss » (annexion) sur la RDA y aspire, les impérialismes britanniques, français, italiens, au nom de la défense de leurs propres groupes capitalistes, n'y sont pas prêts (ou rêvent que la fédéralisation se fasse sous la direction de leur propre impérialisme).

**L'UE est bien une instance
impérialiste avec laquelle
il faut rompre.
Au présent comme à
l'avenir, c'est bien le
socialisme qui est
la seule alternative
pour le progrès humain.**

POUR LA RUPTURE AVEC L'UE, L'OTAN LA SEULE ALTERNATIVE C'EST LE SOCIALISME !

Outre sa politique économique et sociale, l'UE conduit une politique réactionnaire dans tous les domaines. Intégrées à l'OTAN, les puissances impérialistes de l'UE développent la course aux armements et s'inscrivent dans le déclenchement de guerres pour le repartage du monde : Golfe, Yougoslavie, Afghanistan, Libye, Syrie.

En Afrique (Mali, Centrafrique) l'UE soutient la politique de la canonniers de l'impérialisme français ; en Ukraine avec les États-Unis, l'UE s'est ingérée grossièrement dans les affaires intérieures, provoquant un coup d'État en s'appuyant sur les bandes armées fascistes et néo-nazies.

Comme en 1914, les contradictions inter-impérialistes, UE/USA contre la Russie capitaliste de Poutine peuvent déboucher sur des conflits contraires aux intérêts des peuples. Les droits démocratiques élémentaires sont violés, notamment celui de pouvoir opter pour sa propre voie de développement, chaque consultation électorale qui a vu une défaite de l'UE ayant été annulée ! Il faut donc rejeter l'UE pour sa politique anti-ouvrière, antisociale, antidémocratique et de guerre.

Émanation d'un capitalisme pourrissant, la corruption du type « abus de pouvoir à des fins d'un profit personnel » frappe les institutions européennes et coûterait 120 milliards par an aux 28 pays de l'UE.

Le capitalisme condamne chaque État de l'UE à une régression sans rivages, et à sa fin quand la résistance populaire deviendra hégémonique. Cette construction européenne suscite un tel mécontentement que les politiciens bourgeois (UMP - PS) évoquent la nécessité d'une « autre Europe ». Ce sont des mots : les actes montrent bien leur insertion active dans la politique d'austérité et de casse des conquêtes sociales, à l'échelle nationale et de l'UE.

Le combat contre l'UE implique la dénonciation et la lutte contre la politique des partis, piliers de la dictature des monopoles : réactionnaires libéraux et social-démocratie. Mais pas de lutte efficace contre le Capital et l'UE sans combat permanent

contre l'opportunisme. Sans analyse de classe des forces monopolistes dirigeant la construction européenne, le Parti de la Gauche Européenne (PCF/PG, Links, Syriza...) reconnaît l'UE comme le cadre approprié des « transformations sociales ». Il suffirait de « réorienter » la construction européenne, de « modifier le rôle de la Banque centrale européenne » en Banque pour l'emploi, tout cela sans s'attaquer à la propriété capitaliste des moyens de production et d'échanges, sans renverser le pouvoir d'État des monopoles sur chaque État et l'UE ? Cette forme d'opportunisme conduit à accompagner et aménager la politique capitaliste de l'UE, puisqu'elle ne s'attaque pas aux fondamentaux.

Pas une voix pour l'UE ! Pas une voix pour ses candidats !

Hollande vient de reconnaître et saluer indirectement ce rôle de force d'appoint du PGE, puisqu'il salue ceux qui veulent « réorienter l'Europe autrement ».

Autre forme d'opportunisme, les organisations se réclamant du communisme prônant le retrait de l'UE (dans le cadre des rapports de production actuels) comme étape pour poser ou « ouvrir » la voie au renversement du capitalisme. En somme, il faudrait une étape de retour au capitalisme national sans l'UE. Nous avons vu que l'interdépendance des États capitalistes rendait cela chimérique ! Si cette forme d'opportunisme s'attaque frontalement à l'UE, elle crée cependant des illusions dangereuses sur les possibilités de « transformations sociales » dans le cadre d'un État capitaliste comme la France !

Pour rompre avec l'opportunisme et son corollaire, le réformisme, il faut lier dialectiquement la bataille pour la rupture nationale et internationale avec l'UE et l'OTAN avec le combat pour la révolution socialiste qui conditionne toutes les autres questions.

La crise aggravée du capitalisme a entraîné dans certains secteurs petits-bourgeois, mais aussi ouvriers, une poussée des courants populistes et néo-fascistes avec relents de racisme

anti-immigrés et xénophobie. Ces courants, au-delà de leur démagogie sociale et nationale, visent à appliquer la politique du Capital et l'accompagne en divisant les rangs du prolétariat selon les critères ethniques, religieux ou non, en s'attaquant financièrement aux organisations démocratiques (Cf. les premiers pas des mairies FN).

Le populisme nationaliste est ainsi un appui de la politique des monopoles ; il vise à la recomposition des forces réactionnaires libérales. Pour déployer pleinement leur politique, les communistes bénéficient d'un atout : l'internationalisme prolétarien.

La création de « L'Initiative des Partis communistes et ouvriers d'Europe » qui regroupe 29 partis et organisations dans et hors de l'UE (dont l'URCF) revêt une grande signification. Sa déclaration fondatrice précisait :

« L'intérêt des peuples, c'est de lutter pour changer la situation, pour modifier le rapport des forces, en faveur d'une Europe du socialisme qui garantira le droit au travail, les droits sociaux et la protection sociale, le revenu, l'avenir des travailleurs ... Non à l'UE des monopoles, du Capital et de la guerre ».

Ce combat, reliant lutte pour la rupture avec l'UE et lutte pour le socialisme, exige la renaissance, le développement du syndicalisme de lutte de classe, indépendant des monopoles, de l'UE, de son propre État national.

C'est par les armes éprouvées du syndicalisme : grèves y compris générale, manifestations, occupations que nous résisterons à l'offensive du Capital pour lui imposer des reculs dans sa stratégie de destruction des conquêtes sociales et d'austérité. Les luttes de classe seront décisives pour s'opposer à l'UE et au capitalisme : pas de chèque en blanc aux partis du Capital (UMP - UDI - PS) réformistes ou néo-fascistes.

En France, aux élections européennes, pour exprimer son rejet de l'UE et de la politique du capitalisme, l'URCF appelle à l'abstention active.

Paris, le 4 mai 2014

URCF

Qu'est-ce que l'URCF ?

L'Union des Révolutionnaires-Communistes de France - Construction du Parti (URCF) est engagée dans le processus de luttes pour refonder le Parti communiste de France, sur la base des 21

conditions d'adhésion à l'Internationale Communiste. Elle regroupe des communistes français et immigrés issus de la classe ouvrière, vivant et militant à ses côtés. L'URCF a été créée par des communistes ayant combattu la ligne réformiste du PCF. Elle a rompu avec ce parti rallié à l'économie de marché, à la construction européenne, à l'anticommunisme et l'antisoviétisme. L'URCF combat stratégiquement pour renverser le capitalisme, source des maux dont souffre l'immense majorité de la population, au moyen de la révolution socialiste. Elle soutient le syndicalisme de lutte de classe et s'oppose à la cogestion et à toute forme de collaboration avec le Capital.

Avec la campagne « Accusons le capitalisme » dont elle est l'initiatrice, l'URCF cible la propriété privée des moyens de production et la dictature du Capital, obstacles à l'émancipation des travailleurs.

L'URCF s'inscrit dans le combat pour la renaissance du mouvement communiste international, la lutte contre les guerres impérialistes, la solidarité avec les peuples en lutte, en particulier ceux victimes de l'impérialisme français, et avec les pays qui construisent le socialisme (Cuba, RPD de Corée). Elle est membre de l'Initiative des partis communistes et ouvriers d'Europe.

L'URCF agit pour la rupture avec l'UE, l'OTAN, les autres organismes impérialistes, en lien avec la lutte pour un changement de mode de production : le socialisme/communisme. Son but est la construction d'une société socialiste basée sur le pouvoir de la classe ouvrière et des travailleurs.

La classe bourgeoise exploiteuse dispose d'une multitude de partis à son service pour tromper les masses et donner une façade démocratique à sa dictature. Seule la classe ouvrière n'a pas son parti pour défendre ses intérêts. Pour vaincre, elle a besoin d'un Parti communiste. Pour le construire dans les luttes et préparer la révolution socialiste, rejoignez l'URCF !

Pour nous écrire :
Les Amis d'Oulianov
B.P.40084
75862 Paris
cedex 18

Prix au
numéro :
2 euros

COMMISSION PARITAIRE N°1017
P 11172 jusqu'au
31.10.2017
N° ISSN-12-59-9050
EDITE PAR NOS SOINS

Consultez le site
de l'URCF
<http://www.URCF.fr>

BULLETIN D'ABONNEMENT

1 AN= 19 € (124.19 Fr)
Privés d'emploi et étudiants 10 €
Abonnement de soutien à partir de 30 € et plus

NomPrénom :

Adresse.....

Code postal Ville.....

Chèque à l'ordre des « Amis d'Oulianov »
B.P 40084
75862 PARIS CEDEX 18

DIRECTEUR DE
PUBLICATION :
JEAN SANITAS
DIRECTEUR
POLITIQUE
Jean Luc Sallé
Rédacteur en chef
Philippe Touchet

IC N° 122
MAI
JUIN
2014

Imprimé par nos soins